

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29255]

6 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 2, alinéa 2, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 8 janvier 1993 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médicosociaux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mai 2013;

Vu l'avis 53.975/2 du Conseil d'Etat, donné le 2 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le protocole de concertation du 20 juin 2013 du comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Sur proposition du Ministre qui a les Bâtiments scolaires dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté est d'application aux établissements scolaires, aux internats et aux centres psycho-médico-sociaux répondant aux conditions de l'article 2.1. a et b du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 2. Les normes fixées par le présent arrêté sont appliquées aux implantations d'établissements, centres ou internats où les travaux sont exécutés. On considère par implantation l'ensemble fonctionnel des bâtiments d'un site scolaire.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, on distingue :

1^o les travaux de construction de bâtiments ou de réalisation d'infrastructures extérieures et les travaux impliquant leur mise en état ou leur transformation complète;

2^o les travaux d'aménagement destinés à :

a) adapter des situations existantes à des besoins pédagogiques évolutifs sans augmenter le volume bâti;

b) améliorer la fonctionnalité et le rendement des installations et équipements ainsi que le confort et l'hygiène des locaux;

c) assurer la sécurité des occupants et des tiers en conformité avec les règlements en matière d'hygiène, de salubrité, de sécurité et de prévention contre l'incendie.

Art. 2. Les normes physiques sont exprimées en surfaces brutes maximales.

Par surface brute d'un bâtiment, il faut entendre la somme des surfaces brutes de plancher de tous les niveaux de plancher.

Les niveaux de plancher sont, notamment, les étages qui sont construits entièrement ou partiellement dans le sol, les étages au-dessus du sol et les étages pour installations techniques.

La surface brute de plancher de chaque niveau de plancher résulte du contour extérieur des éléments de construction limitant le bâtiment, au niveau du plancher. La surface des escaliers, ascenseurs et gaines d'installation doit être considérée, à chaque niveau de plancher, comme étant la surface brute du plancher.

Ne sont pas considérées comme surfaces brutes de plancher :

1^o les vides ventilés entre le niveau du sol et le niveau inférieur du bâtiment;

2^o les combles, greniers et caves non susceptibles d'être aménagés en locaux de vie « occupables »;

3^o les vides techniques, à moins que ceux-ci ne soient complètement construits, fassent partie du bâtiment et aient une hauteur libre d'au moins 2 m;

4^o les escaliers de secours situés à l'extérieur du bâtiment;

5^o les ouvertures et les vides faisant plus de 4 m².

Les normes physiques fixées par le présent arrêté sont applicables aux seuls travaux tels que définis à l'article 1^{er}, § 3, 1^o, à l'exception de la construction de nouvelles cages d'escalier.

Art. 3. § 1^{er}. Lorsqu'il est tenu compte pour établir les enveloppes de surfaces maximales brutes auxquelles un établissement, un centre ou un internat a droit, ce sont les données les plus récentes de la population scolaire vérifiée par l'Administration compétente qui doivent être prises en compte.

§ 2. La population scolaire prise en compte dans le cas d'une construction nouvelle ou de l'achat d'un bâtiment en vue de l'ouverture d'un nouvel établissement est celle envisagée par le Pouvoir organisateur au moment de la demande de subvention ou, pour l'enseignement de la Communauté française, de la décision de création de l'établissement. Le Service des Infrastructures scolaires compétent, préalablement à l'examen de la demande, remet un avis concernant le chiffre de population scolaire proposé par le Pouvoir organisateur et, le cas échéant, propose un chiffre alternatif ou le refus de la demande. L'établissement doit dès sa création répondre aux normes de programmation et de rationalisation en vigueur.

Art. 4. Des enveloppes de surfaces brutes maximales d'un établissement, centre ou internat résultant de l'application du présent arrêté, sont déduites les surfaces brutes existantes correspondantes pour l'établissement, le centre ou l'internat. Pour ce faire, les surfaces brutes des bâtiments construits avant le 1^{er} janvier 1920 seront comptabilisées à raison de 70 % de leur surface, ceux construits entre 1920 et 1958 à raison de 80 % et ceux construits entre le 1^{er} janvier 1959 et le 1^{er} juillet 1987, à raison de 90 %.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions en matière d'urbanisme, une superficie pour l'aire de parcage et de manœuvre peut être attribuée à raison de 24 m² maximum par membre du personnel assurant au moins une demi-charge.

§ 2. Pour les abris à vélos et vélomoteurs, il peut être attribué 1,2 m² par élève utilisant ce moyen de transport.

§ 3. La surface autorisée de la cour de récréation est fixée à :

1° 5 m² par élève de l'enseignement fondamental ordinaire, avec un minimum de 300 m²;

2° 2 m² par élève de l'enseignement secondaire et supérieur.

§ 4. La surface autorisée pour les préaux est fixée à 2 m² par élève du fondamental et 1 m² par élève du secondaire et du supérieur.

§ 5. Les surfaces brutes des locaux à imposition technique ne sont pas comptabilisées dans les enveloppes de surfaces brutes maximales autorisées et prévues par le présent arrêté.

§ 6. Les dossiers de construction et de travaux d'extension de piscines sont soumis pour accord au Gouvernement. Les dossiers relatifs aux travaux d'aménagement et de modernisation dans les piscines existantes sont soumis à l'avis de la Commission des experts. Lesdits travaux ne peuvent être exécutés qu'après avis conforme de la Commission des experts, qui vérifiera qu'ils justifient d'un intérêt pédagogique majeur ou d'un argument thérapeutique.

Art. 6. Dans le cas où le pouvoir organisateur a pris l'engagement formel de mettre des locaux à la disposition de plusieurs établissements ou implantations, des regroupements de populations scolaires pourront être autorisés. Néanmoins, les surfaces ne pourront en aucun cas dépasser celles prévues au présent arrêté pour l'ensemble des écoles concernées.

Art. 7. § 1^{er}. La commission des experts visée par l'article 2^{ter} du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française donne, à la demande des services généraux des infrastructures, des avis sur les cas de dérogations aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. Les services en charge des bâtiments scolaires ne peuvent prendre de décision que sur avis conforme de la Commission des experts.

TITRE 2. — Des normes physiques

CHAPITRE I^{er}. — Enseignement maternel et primaire

Art. 8. § 1^{er}. Pour une implantation d'enseignement maternel ou primaire, la surface brute maximale autorisée est fixée comme suit :

1° implantations avec moins de 72 élèves. Le nombre total de mètres carrés est attribué par tranches d'élèves suivantes :

a) moins de 26 élèves	260 m ² ;
b) de 26 à 44 élèves	375 m ² ;
c) de 45 à 56 élèves	505 m ² ;
d) de 57 à 65 élèves	615 m ² ;
e) de 66 à 71 élèves	705 m ² ;

2° implantations avec 72 élèves ou plus. Le nombre total de mètres carrés est attribué par élève supplémentaire, selon la formule suivante :

a) de 72 à 165 élèves : $795 + 7,9 \times (\text{nombre d'élèves} - 71)$;

b) de 166 à 349 élèves : $1\,565 + 6,9 \times (\text{nombre d'élèves} - 165)$;

c) 350 élèves ou plus : $2\,900 + 6,3 \times (\text{nombre d'élèves} - 349)$.

§ 2. Pour les cours philosophiques, l'école a droit à une superficie brute de 24 m² par tranche de 12 périodes organisées hebdomadairement.

§ 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 9, le pouvoir organisateur décide librement de la répartition des surfaces attribuées suite aux §§ 1^{er} et 2, à condition de respecter leur destination pédagogique.

Art. 9. § 1^{er}. Pour les implantations dont le programme d'enseignement organisé ou subventionné dans le cadre du capital-périodes est inférieur à 12 périodes hebdomadaires d'éducation physique et de psychomotricité, la surface autorisée en vertu de l'article 8 est majorée de 80 m² destinés aux locaux d'éducation physique, de psychomotricité et aux locaux annexes.

§ 2. A partir de 12 périodes hebdomadaires d'éducation physique et de psychomotricité, un local spécifique peut être construit.

La superficie brute maximale autorisée de la salle d'éducation physique et de psychomotricité, en ce compris les annexes indispensables telles que vestiaires, douches, remises, accès, est fixée comme suit :

1° de 12 à 23 périodes hebdomadaires : 320 m²;

2° de 24 à 48 périodes : 485 m²;

3° à partir de 49 périodes : 805 m².

§ 3. Du calcul du nombre hebdomadaire de périodes de cours d'éducation physique et de psychomotricité, il y a lieu de défalquer les périodes de cours de natation.

CHAPITRE II. — Enseignement secondaire

Art. 10. Trois enveloppes de surfaces maximales brutes sont prévues.

L'enveloppe n° 1 concerne les locaux qui, en raison de la nature des cours dispensés et de leur équipement, justifient des dimensions particulières.

L'enveloppe n° 2 concerne les cours d'éducation physique et de sports.

L'enveloppe n° 3 constitue une enveloppe pédagogique et de services couvrant tous les autres besoins. Pour la comparaison entre Norme et situation existante, les enveloppes 1 et 3 peuvent être additionnées. A l'intérieur des enveloppes 1 et 3 d'une part, et de l'enveloppe 2 d'autre part, le pouvoir organisateur décide librement de la répartition des surfaces, à condition de respecter leur destination pédagogique.

Art. 11. Dans les coefficients de surfaces brutes forfaitaires par type de cours ou par orientation d'études, sont chaque fois comprises les annexes qui sont construites en fonction du local principal.

Art. 12. § 1^{er}. Le nombre hebdomadaire de périodes de cours organisés dans l'établissement sert de base pour le calcul des enveloppes n° 1 et 2.

§ 2. Le nombre d'élèves sert de base pour le calcul des surfaces de l'enveloppe n° 3.

Art. 13. § 1^{er}. La surface maximale de l'enveloppe n° 1 est fixée sur base des coefficients des surfaces brutes forfaitaires énumérées ci-après :

Coefficient de surface brute forfaitaire

1° Dessin technique	140;
2° Informatique	90;
3° Bureautique – Secrétariat	90;
4° Mécanique générale hydraulique-pneumatique	140;
5° Mécanique appliquée (moteurs essence-diesel) : travaux pratiques	140;
6° Electricité	90;
7° Electronique/régulation	90;
8° Labo essais matériaux - métrologie – technologie appliquée	90;
9° Laboratoire de biologie	170;
10° Laboratoire de physique	170;
11° Laboratoire de chimie	170;
12° Technologie	140;
13° Sciences humaines	120;
14° Education artistique	170.

§ 2. La surface totale brute des locaux relatifs aux cours visés dans le présent article est obtenue en multipliant par les coefficients applicables figurant au § 1^{er}, le quotient de la division des nombres hebdomadaires de périodes de cours à organiser dans ces locaux par le nombre 27.

§ 3. Le quotient est arrondi à l'unité supérieure chaque fois que le nombre hebdomadaire de périodes des cours énumérés au § 1^{er} est inférieur à 27. Les périodes de cours à prendre en considération pour le calcul des surfaces des laboratoires sont les seules périodes de cours de pratique de laboratoire intégrées à l'horaire prévu pour les cours de sciences, biologie, physique et chimie.

Nonobstant l'application de l'alinéa 1^{er}, lorsque la somme des périodes de cours de laboratoire de biologie, de physique et de chimie est inférieure à 27, le nombre de laboratoires autorisés est réduit à 2 et donc la surface forfaitaire totale à 340 m².

§ 4. Les quotients obtenus dans les calculs sont arrondis à la deuxième décimale.

Art. 14. § 1^{er}. Pour les secteurs et les options qui ne se prêtent pas à une normalisation, les dossiers seront soumis à la Commission des Experts. Ces secteurs et options sont désignés par la référence C.E.

§ 2. Sans préjudice aux dispositions légales en matière de sécurité, d'hygiène et de protection du travail, la surface autorisée pour les cours de pratique professionnelle est obtenue en multipliant par les coefficients applicables figurant au § 3, le quotient de la division des nombres hebdomadaires de périodes de cours à y dispenser par le nombre 34.

En dérogation à ce qui précède, les superficies forfaitaires relatives aux orientations d'études justifiées par l'organisation de moins de 18 périodes hebdomadaires de cours pratiques sont divisées par 2.

Toutefois, dans une école où au moins 2 orientations d'études reprises ci-dessous sont organisées un coefficient de superficie forfaitaire de 240 m² est toujours accordé.

§ 3. Le tableau suivant reprend les secteurs d'activités techniques et les coefficients de surface forfaitaire correspondants.

Secteur d'activités techniques**coefficient de surface forfaitaire**

SECTEUR 1 : AGRONOMIE

Groupe agriculture

Agriculture

C.E.

Groupe horticulture

Horticulture

C.E.

Groupe sylviculture

Sylviculture

C.E.

SECTEUR 2 : INDUSTRIE

FAMILLE	PROFIL DE FORMATION	coefficients
Constructions mécaniques/métalliques	Métallier soudeur	320
	Ferronnier	
	Métallier	
	Technicien en fonderie	
	Mécanicien d'entretien	190
Mécanique, Electricité, Automation, Electronique	Technicien en usinage	
	Electricien installateur - monteur	190
	Mécanicien automatique	120
	Electricien automatique	
	Technicien en électronique	
	Technicien en télécommunications	
	Installateur-réparateur d'appareils électroménagers	
	Technicien de maintenance de systèmes automatisés industriels	
	Dessinateur en DAO (Mécanique - Electricité)	
	Aide électricien	
Informatique	Assistant de maintenance PC-Réseaux	120
	Technicien en informatique	
Logistique et transports	Conducteur poids lourd	C.E.
	Conducteur d'autobus et d'autocars	
	Batelier	
	Matelot	
	Manutentionnaire - cariste	
Garage	Mécanicien garagiste	400
	Mécanicien pour matériel de parcs, jardins et espaces verts	320
	Technicien de l'automobile	400
	Technicien motos	150
	Mécanicien des moteurs diesels et engins hydrauliques	400
	Technicien en maintenance et diagnostic automobile	320
	Aide mécanicien garagiste	
	Aide mécanicien en cycles et petits moteurs	150
	Mécanicien en cycles	
Monteur de pneus - aligneur	220	
Carrosserie	Carrossier	400
	Carrossier spécialisé	
	Tôlier en carrosserie	320
	Préparateur de travaux de peinture en carrosserie	
	Peintre en carrosserie	

FAMILLE	PROFIL DE FORMATION	coefficients
Industrie graphique	Opérateur en industrie graphique	150
	Technicien en industrie graphique	
Techniques spéciales	Horloger	120
	Armurier	190
	Technicien plasturgiste	320
	Technicien du froid	220
	Technicien en climatisation et conditionnement d'air	
	Technicien en microtechnique	150
	Armurier – Monteur à bois	190

SECTEUR 3 : CONSTRUCTION

FAMILLE	PROFIL DE FORMATION	coefficients
Gros-œuvre	Ouvrier qualifié en construction gros œuvre	500
	Tailleur de pierre - Marbrier	300
	Maçon	500
	Coffreur	500
	Ferrailleur	500
	Bétonneur	500
Techniques spéciales	Monteur en sanitaire chauffage	350
	Installateur en sanitaire	350
	Etancheur	350
	Technicien en équipements thermiques	350
	Installateur en chauffage central	350
	Monteur en sanitaire	350
Parachèvement du bâtiment	Monteur en chauffage central	350
	Plafonneur	320
	Couvreur	320
	Carreleur	320
	Peintre	320
	Tapissier – Garnisseur	320
	Monteur-placeur d'éléments menuisés	320
	Ouvrier carreleur	320
	Ouvrier plafonneur	320
	Poseur de couvertures non métalliques	320
	Ouvrier en peinture du bâtiment	320
	Ouvrier – poseur de faux Plafonds, cloisons et planchers surélevés	320
Ouvrier en peinture du bâtiment	320	
Bois	Menuisier	350
	Ebéniste	350
	Sculpteur sur bois	350
	Technicien des industries du bois	350
	Restaurateur – Garnisseur de sièges	350
	Charpentier	350
	Menuisier PVC et ALU	350
	Technicien des constructions en bois	350

SECTEUR 4 : HOTELLERIE - ALIMENTATION

Groupe hôtellerie	
Hôtellerie	C.E.
Groupe boucherie - charcuterie	
Boucherie - charcuterie	190
Groupe boulangerie - pâtisserie	
Boulangerie - pâtisserie	190
Groupe cuisine de collectivité	
Cuisine de collectivité	190

SECTEUR 5 : HABILLEMENT

Groupe confection	
Confection (coupe-couture-essayage)	190

SECTEUR 6 : ARTS APPLIQUES

Groupe arts décoratifs	
Arts appliqués, dessin, peinture	190
Arts visuels appliqués (aérogaphie, sérigraphie)	190
Décoration d'intérieur	190
Etalage	190
Groupe arts graphiques	
Imprimerie - machine offset	200
Groupe audio-visuel	
Arts appliqués -photo-photographie publicitaire	90
Labo photo	90
Studio audio-visuel, vidéo	90

SECTEUR 7 : ECONOMIE

Groupe gestion et secrétariat (Travaux administratifs – classement reprographie - mécanographie)	90
--	----

SECTEUR 8 : SERVICES AUX PERSONNES

Groupe services sociaux et familiaux	
Arts ménagers, cuisine, couture familiale, entretien du home	190
Groupe services paramédicaux	
Services paramédicaux	190
Groupes soins de beauté	
Coiffure - visagisme	160
Pédicure – Manucure	90

§ 4. Les quotients obtenus dans les calculs sont arrondis à la deuxième décimale.

Art. 15. Les dossiers relatifs à des secteurs non repris dans le tableau figurant au § 3 de l'article 14 sont soumis à l'avis de la Commission des experts.

Art. 16. § 1^{er}. La surface totale des locaux d'éducation physique est calculée d'après le barème suivant :

1° jusqu'à 36 périodes de cours : 485 m²;

2° jusqu'à 36 périodes de cours dans une école organisant le 3e degré ou le cycle supérieur : 600 m²;

3° de 37 à 72 périodes de cours : 805 m²;

4° de 73 à 108 périodes de cours : 1 200 m²;

5° de 109 à 144 périodes de cours : 1 600 m².

§ 2. Au-delà de 1 600 m² ou de 144 périodes, l'avis préalable de la Commission des experts est requis.

Art. 17. Pour une implantation d'enseignement secondaire, la surface brute maximale de l'enveloppe pédagogique et de services visée à l'article 10 est fixée comme suit :

- 1° de 1 à 100 élèves : 1 400 m²;
- 2° 101 à 200 : 1 400 + 8,5 × (nombre d'élèves - 100);
- 3° 201 à 300 : 2 250 + 7,5 × (nombre d'élèves - 200);
- 4° 301 à 400 : 3 000 + 6,5 × (nombre d'élèves - 300);
- 5° 401 à 500 : 3 650 + 6 × (nombre d'élèves - 400);
- 6° 501 à 600 : 4 250 + 5,5 × (nombre d'élèves - 500);
- 7° à partir de 601 : nombre d'élèves × 8.

CHAPITRE III. — Enseignement spécialisé

Art. 18. § 1^{er}. Les dispositions du titre II, chapitre 1^{er}, s'appliquent également à l'enseignement spécialisé fondamental, étant entendu que la surface brute maximale, calculée conformément aux dispositions de l'article 8, selon les types d'enseignement définis par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, est multipliée :

- 1° par 1,5 pour les types 1 et 8;
- 2° par 1,8 pour les autres types.

§ 2. En matière d'abords, pour l'enseignement spécialisé fondamental et secondaire, les normes de surfaces prévues à l'article 5 bénéficient des mêmes coefficients que ceux repris au § 1^{er}.

Art. 19. Les dispositions du chapitre II s'appliquent à l'enseignement secondaire spécialisé.

Toutefois, pour le calcul de la superficie maximale brute de l'enveloppe n° 3, les nombres d'élèves des formes I et II sont multipliés par 1,5 et ceux de la forme III par 2.

Art. 20. § 1^{er}. Néanmoins, les surfaces obtenues par référence aux normes reprises à l'article 19, constituent une enveloppe à l'intérieur de laquelle, tout type de locaux confondus, le pouvoir organisateur selon le type d'enseignement qu'il organise, détermine un agencement conforme à son projet éducatif.

§ 2. En ce qui concerne l'enseignement spécialisé intégré, tout pouvoir organisateur qui organise ce type d'enseignement peut prévoir, en dehors des normes fixées, des espaces particuliers pour l'organisation de cette forme d'enseignement. Les solutions avancées seront soumises à la Commission des experts.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 sont d'application pour l'enseignement spécialisé maternel et primaire ainsi que pour l'enseignement spécialisé secondaire.

CHAPITRE IV. — Enseignement supérieur de type court

Art. 21. Sans préjudice de l'article 6, dans les établissements et sections d'enseignement supérieur de type court des catégories économique, sociale et pédagogique, la surface brute maximale s'obtient en multipliant par 10 le nombre d'étudiants. Pour les autres catégories, la surface brute maximale s'obtient en multipliant par 20 le nombre d'étudiants. En outre, dans le cas où les cours d'éducation physique et de sports sont organisés ou subventionnés, les dispositions du chapitre II relatives à l'enseignement secondaire sont applicables.

Les dossiers des établissements appartenant aux autres catégories seront soumis à la Commission.

CHAPITRE V. — Enseignement supérieur de type long

Art. 22. La surface brute maximale dont un établissement peut disposer s'obtient en multipliant le nombre d'étudiants par un des coefficients repris ci-dessous, suivant la section à laquelle il appartient :

- 1° catégories agronomique, arts appliqués, technique, paramédical :
 - a) bacheliers : 20 m²;
 - b) masters : 30 m²;
- 2° catégories économique, sociale, pédagogique, de traduction et d'interprétation :
 - a) bacheliers : 10 m²;
 - b) masters : 10 m².

CHAPITRE VI. — Internats

Art. 23. Une surface forfaitaire brute de 32 m² par lit est attribuée sur base du nombre d'élèves internes inscrits à la date visée à l'article 3.

Tout programme de construction nouvelle, en ce compris les extensions, fera l'objet d'un rapport circonstancié et sera soumis à l'avis de la Commission des experts, notamment pour ce qui concerne la cuisine, le restaurant, le logement de fonction éventuel, les locaux de vie et d'agrément.

CHAPITRE VII. — Centres psycho-médico-sociaux

Art. 24. La surface maximale brute pour une implantation d'un centre psycho-médico-social est obtenue en multipliant par 55 le nombre de membres des personnels justifiés aux termes de l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 relatif à la rationalisation et la programmation ainsi qu'aux normes d'encadrement du personnel des centres psycho-médico-sociaux et fixant les conditions d'accès aux Fonds des bâtiments scolaires.

TITRE III. — Des normes financières

Art. 25. Pour l'application du présent titre, est seul pris en considération l'équipement par incorporation.

Art. 26. Lorsque les travaux donnent lieu à des marchés séparés, c'est l'ensemble de leurs montants qui doit être pris en considération pour l'application des dispositions du présent titre.

Art. 27. § 1^{er}. Le montant de la soumission approuvée d'une construction nouvelle ou de travaux d'aménagement impliquant la remise en état ou la transformation complète d'un bâtiment est réputé normal s'il est inférieur ou égal à 1.349,45 € par mètre carré de surface brute telle que définie à l'article 2.

§ 2. En dérogation au § 1^{er} :

1° le montant de la soumission approuvée d'une construction de locaux d'éducation physique est réputé normal s'il est inférieur ou égal à 1.253,06 € par mètre carré de surface brute; il en est de même pour les locaux de pratique professionnelle relevant des secteurs 1, 2 et 3 figurant à l'article 14, § 3, en ce compris tous les locaux annexes d'enseignement théorique qui pourraient inclure ces ateliers;

2° dans le cas où la composition architecturale ne permet pas de dissocier aisément les coûts propres aux ateliers des secteurs 1, 2 et 3 et aux infrastructures d'éducation physique, les coûts de ces derniers seront réputés normaux s'ils sont inférieurs au produit de leur surface brute par les 1.253,06 € par mètre carré;

3° le montant pour la construction ou à la transformation complète de sanitaires est réputé normal s'il est inférieur ou égal à 2.092,45 € par mètre carré;

4° le montant pour la construction d'un bâtiment au standard passif est réputé normal s'il est inférieur ou égal à 1.600,00 € par mètre carré. On entend par standard passif, le standard de construction qui se traduit de manière précise dans les principaux critères de performance suivants à atteindre :

a) Consommation pour le chauffage $\leq 15 \text{ kWh/m}^2$ par an;

b) Consommation pour le refroidissement $\leq 15 \text{ kWh/m}^2$ par an;

c) Consommation total en énergie primaire $\leq 120 \text{ kWh/m}^2$ par an;

d) Étanchéité à l'air du bâtiment $n_{50} \leq 0,6 \text{ h}^{-1}$ (taux de renouvellement d'air mesuré à une différence de 50 Pa).

§ 3. Les montants précités sont fixés au 1^{er} janvier 2012 et seront revus mensuellement selon la formule reprise ci-dessous et qui permet de suivre les variations des salaires & charges sociales des ouvriers et de l'index des prix des matériaux :

$$p = P (0,40 s/S + 0,40 i/I + 0,20)$$

Dans cette formule :

p est le montant révisé,

P est le montant fixé au 1^{er} janvier 2012,

s et S représentent les salaires officiels de la construction, pour la catégorie D, d'application respectivement dix jours avant la date de dépôts des soumissions ou des offres ou la date considérée, et à la date du 1^{er} janvier 2012,

i et I présentent l'index des prix des matériaux respectivement pour le mois du dépôt des soumissions ou des offres ou le mois considéré, et pour le mois de janvier 2012.

Art. 28. § 1^{er}. Les montants visés à l'article 27 s'entendent, hors taxe à la valeur ajoutée, frais généraux et révision contractuelle des prix.

Par frais généraux, on entend les honoraires des architectes, des ingénieurs-conseils, des experts des bureaux d'études, des coordinateurs sécurité santé et des conseillers PEB.

§ 2. Pour l'application de l'article 27, les coûts des travaux justifiés par des circonstances exceptionnelles sont à défalquer, après avis conforme de la Commission des experts.

§ 3. Les types d'ouvrages subventionnables dans les normes ou hors normes ainsi que les ouvrages non subventionnables sont détaillés dans l'annexe au présent arrêté.

Art. 29. Le coût au m² des travaux d'aménagement de bâtiments, tels que définis à l'article 1^{er}, § 3, point 2, réalisés dans une implantation durant une période de cinq ans prenant cours le jour où le présent article est appliqué pour la première fois, ne peut dépasser les 60 % de la valeur du maximum de la fourchette applicable en vertu de l'article 27.

Art. 30. § 1^{er}. Le Service concerné statue en ce qui concerne la construction d'aires de jeux, de plaines de sports, de parcage à ciel ouvert, d'abris pour vélos, d'accès, d'abords et de plantations.

Néanmoins, le coût global de ces travaux liés à la construction nouvelle ou la modernisation d'une implantation ne peut dépasser 10 % du coût de l'enveloppe générale des travaux. Dans le cas de travaux non liés à un programme de construction d'une implantation, la norme financière de 10% sera calculée sur le produit de la superficie normative brute en m² applicable à l'implantation concernée par la norme financière en vigueur.

§ 2. Le coût des travaux d'aménagement relatifs à ces infrastructures extérieures réalisés dans une implantation, durant une période de cinq ans prenant cours le jour où la présente disposition est appliquée pour la première fois, ne peut dépasser 60 % de la norme visée au § 1^{er}.

§ 3. La construction ou la modernisation d'un préau ne peut coûter plus de 674,73 €/m² hors taxe à la valeur ajoutée, frais généraux et révision contractuelle.

Ce montant est révisable selon la formule prévue à l'article 27.

TITRE IV. — Règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions.

Art. 31. § 1^{er} Le présent titre s'applique à tout bâtiment à usage d'enseignement, de centre psycho-médico-social ou d'internat pour lequel la Communauté est intervenue financièrement, entièrement ou partiellement.

§ 2. Est réputé disponible, chaque bâtiment ou complexe de bâtiments :

1° qui est entièrement inoccupé ou qui peut être libéré par le pouvoir organisateur dans le délai d'une année scolaire, et

2° dont les locaux répondent aux conditions en matière de salubrité et d'hygiène conformément à l'article 24, § 2, 6° de la loi précitée du 29 mai 1959 ou qui peuvent du moins être mis dans cet état à l'aide des Services en charge des bâtiments scolaires.

§ 3. A la réception d'une demande de construction nouvelle ou d'extension, le Service s'assure de la disponibilité de bâtiments adéquats dans l'aire géographique à considérer.

§ 4. Si le ou les bâtiments réputés disponibles appartiennent au pouvoir organisateur dont relève l'institution qui a introduit la demande de construction, le programme introduit est refusé.

§ 5. Si les bâtiments réputés disponibles relèvent d'un autre pouvoir organisateur, détenteur d'un droit réel sur ce bien, qui l'autorise à disposer de ce bien, le Service provoque la concertation des pouvoirs organisateurs concernés et propose l'occupation des surfaces disponibles soit par bail à loyer, soit par bail emphytéotique, soit par achat, sur base de la valeur vénale établie par le Comité d'acquisition d'immeubles compétent, instauré par l'arrêté royal du 3 novembre 1980 relatif aux comités d'acquisition pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant, ou par toute autre autorité compétente.

Si la concertation n'aboutit pas, suite au refus :

1° du pouvoir organisateur qui a introduit la demande de construction, cette demande est refusée;

2° du pouvoir organisateur dont l'immeuble est réputé disponible, toute demande ultérieure de travaux émanant de ce pouvoir organisateur et relative à des établissements situés dans le même arrondissement ne pourra être examinée que lorsque le Fonds aura constaté que l'immeuble réputé disponible est occupé ou a été désaffecté.

Art. 32. L'aire géographique à considérer se définit par :

1° l'espace limité à une distance de 1 km pour l'enseignement fondamental et 2 km pour l'enseignement secondaire;

2° l'espace limité à une distance de 10 km pour l'enseignement supérieur et les internats, de 20 km pour les centres psycho-médico-sociaux.

Par distance, il y a lieu de comprendre le chemin le plus court par la route, tel que défini à l'article 2.1. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 concernant le règlement général de police de la circulation routière et de la voie publique, sans qu'il ne soit tenu compte de déviations ou de sens uniques.

Art. 33. Sans préjudice de l'application des articles 31 et 32, le Service qui est saisi d'une demande de nouvelle construction pour une infrastructure d'éducation physique dont question à l'article 16, § 2, examine s'il n'existe pas une infrastructure qui est entièrement ou partiellement la propriété d'une autorité publique locale dans un rayon de 2 km.

Si ceci s'avère être le cas et si l'organe de gestion est disposé et est en mesure d'accéder à la demande moyennant une redevance équitable, la demande de construction est refusée.

Art. 34. Tout pouvoir organisateur qui s'estime lésé par une décision prise en vertu des articles 31 ou 32 peut aller en appel de celle-ci auprès du Ministre en charge des bâtiments scolaires pour ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française et l'enseignement officiel subventionné ou auprès du Conseil de Gestion du Service général des infrastructures privées subventionnées pour ce qui concerne l'enseignement libre. Ceux-ci prennent une décision après avis de la Commission des experts.

TITRE V. — Dispositions finales

Art. 35. § 1^{er} L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 janvier 1993 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux, modifié par les arrêtés du 27 janvier 1997, du 8 novembre 2001 et du 25 août 2011, est abrogé.

§ 2. Une mesure transitoire est instaurée pour les dossiers ayant fait l'objet d'une promesse ferme dans le cadre de l'Enseignement Officiel Subventionné ou d'un accord sur le montant d'intervention pour l'Enseignement Libre Subventionné : ceux-ci ne sont pas concernés par le présent arrêté mais se référeront à l'arrêté abrogé.

Art. 36. Le ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président, Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29255]

6 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysieke en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 2, tweede lid, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1993 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysieke en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 november 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 mei 2013;

Gelet op het advies nr. 53.975/2 van de Raad van State, gegeven op 2 oktober 2013 bij toepassing van artikel 84, § 1, 1^e lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het overlegprotocol van 20 juni 2013 van het onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatiorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra erkend door de Regering;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op de schoolinrichtingen, de internaten en de PMS-centra die aan de voorwaarden van artikel 2.1.a en b van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap voldoen.

§ 2. De normen bepaald bij dit besluit worden toegepast op de onderwijsvestigingen, centra of internaten waar de werken plaatsvinden. Onder vestiging wordt verstaan een functioneel geheel van gebouwen van een schoolsite.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt een onderscheid gemaakt tussen :

1° de werken voor de bouw van gebouwen of voor de verwezenlijking van externe infrastructures en de werken die verband houden met hun inrichting of hun volledige ombouw;

2° de verbouwingswerken bestemd voor :

a) het aanpassen van de bestaande toestanden aan de evolutieve pedagogische behoeften zonder het bebouwde volume te vergroten;

b) het verbeteren van de functionaliteit en het rendement van de installaties en uitrustingen alsook het comfort en de hygiëne van de lokalen;

c) het zorgen voor de veiligheid van de gebruikers en derden in overeenstemming met de reglementen inzake hygiëne, gezondmaking, veiligheid en brandpreventie.

Art. 2. De fysische normen worden in maximale bruto-oppervlakten uitgedrukt.

Onder bruto-oppervlakte van een gebouw wordt verstaan de som van alle bruto-vloeroppervlakten van alle vloerniveaus.

De vloerniveaus zijn, inzonderheid, de verdiepingen die geheel of gedeeltelijk onder de grond zijn gebouwd, de bovengrondse verdiepingen en de verdiepingen voor technische installaties.

De bruto-vloeroppervlakte van ieder vloerniveau wordt bepaald door de buitenomtrek van de gebouwdelen die het gebouw begrenzen ter hoogte van de vloer. De oppervlakte van de trappen, de liften en de installatiekokers moet, op ieder niveau van de vloer, tot de bruto-vloeroppervlakte worden gerekend.

Worden niet als bruto-vloeroppervlakte beschouwd :

1° de kruipruimten tussen de gelijkvloerse verdieping en het onderste niveau van het gebouw;

2° de dakverdiepingen, zolders en kelders die niet als « bruikbare » leeflokalen kunnen worden ingericht;

3° de technische holle ruimten, tenzij deze volkomen afgewerkt zijn, deel uitmaken van het gebouw en een vrije hoogte hebben van ten minste 2 meter;

4° de uitwendige noodtrappen;

5° de openingen en holle ruimten van meer dan 4m².

De fysische normen bepaald bij dit besluit zijn alleen van toepassing op de werken zoals bepaald bij artikel 1, § 3, 1°, met uitzondering van de bouw van nieuwe traphuizen.

Art. 3. § 1. Om de pakketten vast te stellen van de maximale bruto-oppervlakten waarop een instelling, een centrum of een internaat recht heeft, worden de meest recente gegevens inzake schoolbevolking, nagekeken door het bevoegde Bestuur, in aanmerking genomen.

§ 2. De schoolbevolking die in aanmerking wordt genomen in het geval van een nieuwbouw of de aankoop van een gebouw met het oog op de opening van een nieuwe inrichting, wordt deze in aanmerking genomen door de Inrichtende macht op het ogenblik van de aanvraag om subsidiëring of, voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van de beslissing tot oprichting van de inrichting. De bevoegde Dienst voor schoolinfrastructures, vóór het onderzoek van de aanvraag, brengt een advies uit over het schoolbevolkingcijfer voorgedragen door de Inrichtende macht en, desgevallend, stelt een alternatief cijfer voor of de weigering van de aanvraag. Vanaf haar oprichting, moet de inrichting aan de normen inzake programmering en rationalisering voldoen.

Art. 4. § 1. Van de pakketten van maximale bruto-oppervlakten van een instelling, centrum of internaat, die voortvloeien uit de toepassing van dit besluit, worden afgetrokken de overeenstemmende bestaande bruto-oppervlakten voor de instelling, het centrum of het internaat. Daartoe worden de bruto-oppervlakten van de gebouwen die zijn opgericht vóór 1 januari 1920 in aanmerking genomen naar verhouding van 70 % van hun oppervlakte, die welke zijn gebouwd tussen 1920 en 1958, naar verhouding van 80 % en die welke gebouwd zijn tussen 1 januari 1959 en 1 juli 1987, naar verhouding van 90 %.

Art. 5. § 1. Onverminderd de stedenbouwkundige voorschriften kan voor parkeer- en manoeuvreerruimte een oppervlakte toegekend worden van maximum 24 m² per personeelslid dat minstens een halve opdracht vervult.

§ 2. Voor de bergplaatsen voor fietsen en bromfietsen kan 1,2 m² per leerling die met soortgelijk voertuig de school bezoekt, toegekend worden.

§ 3. De toegelaten oppervlakte van de open speelplaats wordt vastgesteld op :

1° 5 m² per leerling van het gewoon basisonderwijs, met een minimum van 300 m²;

2° 2 m² per leerling van het secundair en hoger onderwijs.

§ 4. De toegelaten oppervlakte voor de overdekte speelplaatsen wordt vastgesteld op 2 m² per leerling in het basisonderwijs en 1 m² per leerling in het secundair en hoger onderwijs.

§ 5. De bruto-oppervlakten van de lokalen met technische vereisten worden niet meegerekend in de maximale bruto-oppervlakten toegelaten en bepaald bij dit besluit.

§ 6. De dossiers voor de bouw en voor uitbreidingswerken van zwembaden worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. De dossiers met betrekking tot verbouwings- of moderniseringswerken in de bestaande zwembaden worden aan het advies van de Commissie van Deskundigen voorgelegd. Genoemde werken kunnen enkel uitgevoerd worden na eensluidend advies van de Commissie van Deskundigen, die na zal kijken of ze een hoofdzakelijk pedagogisch belang hebben of een therapeutisch argument inhouden.

Art. 6. Ingeval de inrichtende macht de uitdrukkelijke verbintenis heeft aangegaan om lokalen ter beschikking te stellen van verscheidene instellingen of vestigingplaatsen mag het bijeenbrengen van verscheidene schoolbevolkingen toegelaten worden. Nochtans zullen de oppervlakten in geen enkel geval de oppervlakte overschrijden die bepaald wordt bij dit decreet voor het geheel van de betrokken scholen.

Art. 7. § 1. De Commissie van Deskundigen bedoeld bij artikel 2^{ter} van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, geeft, op de aanvraag van de algemene diensten voor de infrastructuur, adviezen over de gevallen van afwijking van de bepalingen van dit besluit.

§ 2. De diensten belast met de schoolgebouwen kunnen geen beslissing nemen zonder het eensluidend gunstig advies van de Commissie van de deskundigen.

TITEL 2. — *Fysische normen*

HOOFDSTUK I. — *Kleuter- en lager onderwijs*

Art. 8. § 1. Voor een vestiging voor kleuter- of lager onderwijs wordt de toegelaten maximale bruto-oppervlakte vastgesteld als volgt :

1° vestigingen met minder dan 72 leerlingen. Het totaal aantal vierkante meter wordt toegekend volgens de volgende schijven van leerlingen :

- a) minder dan 26 leerlingen : 260 m²;
- b) van 26 tot 44 leerlingen : 375 m²;
- c) van 45 tot 56 leerlingen : 505 m²;
- d) van 57 tot 65 leerlingen : 615 m²;
- e) van 66 tot 71 leerlingen : 705 m²;

2° vestigingen met 72 leerlingen en meer. Het totaal aantal vierkante meter wordt toegekend per bijkomende leerling, volgens de formule :

- a) van 72 tot 165 leerlingen :
795 + 7,9 × (aantal regelmatige leerlingen - 71);
- b) van 166 tot 349 leerlingen :
1565 + 6,9 × (aantal regelmatige leerlingen - 165);
- c) 350 leerlingen of meer :
2900 + 6,3 × (aantal regelmatige leerlingen - 349).

§ 2. Voor de levensbeschouwelijke lessen heeft de school recht op een bruto-oppervlakte van 24 m² per schijf van 12 wekelijks ingerichte lestijden.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van artikel 9 beslist de inrichtende macht vrij over de verdeling van de oppervlakten die ingevolge § 1 en § 2 worden toegekend, op voorwaarde dat hun pedagogische bestemming in acht wordt genomen.

Art. 9. § 1. Voor de vestigingen waarvan het georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsprogramma in het kader van het lestijdenpakket minder dan 12 wekelijkse lestijden voor lichamelijke opvoeding en psychomotoriek telt, wordt de krachtens artikel 8 toegelaten bruto-oppervlakte vermeerderd met 80 m², bestemd voor alle voorzieningen ten behoeve van de lichamelijke opvoeding, de psychomotoriek en hun aanhorigheden.

§ 2. Vanaf 12 wekelijkse lestijden lichamelijke opvoeding en psychomotoriek kan een specifiek lokaal worden opgericht.

De maximale toegelaten bruto-oppervlakte van de turn- en psychomotoriekzaal, met inbegrip van de onontbeerlijke bijgebouwen zoals kleedruimten, doucheruimten, bergruimten, toegangen, wordt vastgesteld als volgt :

- 1° van 12 tot en met 23 wekelijkse lestijden : 320 m²;
- 2° van 24 tot en met 48 lestijden : 485 m²;
- vanaf 49 lestijden : 805 m².

§ 3. Van de berekening van het wekelijks aantal lestijden lichamelijke opvoeding en psychomotoriek moeten de lestijden zwemmen worden afgetrokken.

HOOFDSTUK II. — *Secundair onderwijs*

Art. 10. Drie pakketten van maximale bruto-oppervlakten worden voorgeschreven.

Pakket nr. 1 betreft de lokalen die wegens de aard van de erin gegeven lessen en hun uitrusting bijzondere afmetingen rechtvaardigen.

Pakket nr. 2 heeft betrekking op de lessen lichamelijke opvoeding en sportactiviteit.

Pakket nr. 3 is een pedagogisch en dienstenpakket dat alle andere behoeften dekt. Voor de vergelijking tussen bestaande norm en bestaande toestand kunnen de pakketten 1 en 3 opgeteld worden. Binnen de pakketten 1 en 3, enerzijds, en het pakket 2, anderzijds, beslist de inrichtende macht vrij over de verdeling van de oppervlakten, op voorwaarde dat de pedagogische bestemming in acht wordt genomen.

Art. 11. In de coëfficiënten van forfaitaire bruto-oppervlakten per type les of per oriëntatie studie, wordt telkens rekening gehouden met de aanhorigheden die gebouwd worden in functie van het hoofdlokaal.

Art. 12. § 1. Het aantal wekelijkse lestijden-leraar dat in de instelling wordt georganiseerd dient als grondslag bij de berekening van de pakketten nr. 1 en 2.

§ 2. Het aantal leerlingen dient als grondslag bij de berekening van de oppervlakten van pakket nr. 3.

Art. 13. § 1. De maximale bruto-oppervlakte van pakket nr. 1 wordt vastgesteld op grond van de coëfficiënten van forfaitaire bruto-oppervlakten hierna opgesomd :

1° Technisch tekenen	140;
2° Informatica	90;
3° Bureautica – Secretariaat	90;
4° Algemene mechanica hydraulica – pneumatica	140;
5° Toegepaste mechanica (motors benzine - diesel) :	
praktische activiteiten	140;
6° Elektriciteit	90;
7° Elektronica/regulering	90;
8° Labo materialen proeven - metrologie – toegepaste technologie	90;
9° Laboratorium biologie	170;
10° Laboratorium	170;
11° Laboratorium scheikunde	170;
12° Technologie	140;
13° Menswetenschappen	120;
14° Kunststopvoeding	170.

§ 2. De totale bruto-oppervlakte van de lokalen met betrekking tot de in dit artikel genoemde vakken wordt verkregen door het quotiënt van de deling van de in deze lokalen te organiseren wekelijkse aantallen lestijden-leraar door het getal 27, te vermenigvuldigen met de in § 1 vermelde toepasselijke coëfficiënten.

§ 3. Het quotiënt wordt afgerond tot de hogere eenheid telkens als het wekelijkse aantal lestijden opgesomd bij § 1 lager is dan 27. De lestijden die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de laboratoriumoppervlakten zijn de enige lestijden praktisch laboratorium die in de uurregeling bepaald voor de vakken wetenschappen, biologie, fysica en scheikunde opgenomen worden.

Niettegenstaande de toepassing van het eerste lid, wanneer de som van de lestijden praktische laboratoria biologie, fysica en scheikunde lager is dan 27, wordt het aantal toegestane laboratoria op 2 teruggebracht en dus de totale forfaitaire oppervlakte op 340 m².

§ 4. De door berekening verkregen quotiënten worden tot het tweede tiende afgerond.

Art. 14. § 1. Voor de sectoren en de opties die niet voor normalisering vatbaar zijn, worden de dossiers aan de Commissie van Deskundigen voorgelegd. Deze sectoren en opties worden aangewezen door de referentie C.D..

§ 2. Onverminderd de wettelijke bepalingen inzake veiligheid, hygiëne en bescherming van de arbeid, wordt de toegelaten oppervlakte van de ruimten voor de vakken van de beroepspraktijk verkregen door het quotiënt van de deling van de daarin te verstrekken wekelijkse aantallen lestijden-leraar door het getal 34, te vermenigvuldigen met de in § 3 voorkomende toepasselijke coëfficiënten.

In afwijking van hetgeen voorafgaat, worden de forfaitaire oppervlakten betreffende de studieoriëntatie verantwoord door de inrichting van minder dan 18 wekelijkse lestijden praktische vakken, met 2 gedeeld.

Nochtans, in een school waar ten minste 2 van de onderstaande studierichtingen worden georganiseerd, wordt steeds een coëfficiënt van forfaitaire oppervlakte van tenminste 240 m² toegekend.

§ 3. De hierna volgende tabel vermeldt alle sectoren van technische activiteiten en de overeenstemmende coëfficiënten van forfaitaire oppervlakte.

Sector van technische activiteiten	coëfficiënt van forfaitaire oppervlakte
SECTOR 1 : LANDBOUWKUNDE	
<u>Groep landbouw</u>	
<u>landbouw</u>	C.E.
<u>Groep tuinbouw</u>	C.E.
<u>Groep tuinbouw</u>	
<u>bosbouw</u>	C.E.

SECTOR 2 : NIJVERHEID

FAMILIE	OPLEIDINGSPROFIEL	coëfficiënten
Mechanische constructies/ metaalconstructies	Metaalbewerker lasser	320
	Ijzerbewerker	
	Metaalbewerker	
	Technicus in het gieten	
	Onderhoudsmecaniciën	190
Mechanica, Elektriciteit, Automatisering, Elektro- nica	Technicus metaalbewerking	
	Elektriciën installateur - monteur	190
	Mecaniciën automatiseringsdeskundige	120
	Elektriciën automatiseringsdeskundige	
	Technicus in elektronica	
	Technicus in Telecommunicatie	
	Installateur - hersteller van elektrische huishoudapparaten	
	Onderhoudstechnicus voor geautomatiseerde industriële systemen	
	Tekenaar in CAD (Mechanica - Elektriciteit)	
	Hulpelektriciën	
	Informatica	Assistent PC-Netwerken onderhoud
	Technicus in informatica	
Logistiek en vervoer	Bestuurder trucks	C.E.
	Autobus- en autocarbestuurder	
	Schipper	
	Matroos	
	Magazijnknecht -Heftruckchauffeur	
Garage	Mecaniciën garagist	400
	Mecaniciën voor parken, tuinen en groene plaatsen	320
	Autotechnicus	400
	Motortechanicus	150
	Mecaniciën dieselmotoren en hydraulische machines	400
	Technicus onderhoud en diagnose autovoertuigen	320
	Hulpmecaniciën garagist	
	Hulpmecaniciën in cyclussen en kleine motoren	150
	Mecaniciën in cyclussen	
	Bandenmonteur – uitlijner	220
Carrosserie	Carrosseriebouwer	400
	Gespecialiseerde carrosseriebouwer	
	Plaatbewerker in carrosserie	320
	Vorbereider van verfwerken in carrosserie	
	Schilder carrosserie	
Grafische industrie	Operator grafische industrie	150
	Technicus grafische industrie	
Bijzondere Technieken	Horlogemaker	120
	Wapenmaker	190
	Technicus plasturgist	320
	Koeltechnicus	220
	Technicus climativering en airconditioning	
	Technicus in microtechniek	150
	Wapenmaker – Houtmonteur	190

SECTOR 3 : BOUWWERK

FAMILIE	OPLEIDINGSPROFIEL	Coëfficiënt
Ruwbouw	Geschoold werkmán ruwbouw	500
	Steenhouwer - Marmerbewerker	300
	Metselaar	500
	Betontimmerman	500
	IJzervlechter	500
	Betonwerker	500
Bijzondere technieken	Monteur sanitair verwarming	350
	Installateur sanitair	350
	Waterdichter	350
	Technicus thermische uitrusting	350
	Installateur centrale verwarming	350
	Monteur sanitair	350
	Monteur centrale verwarming	350
	Afwerking gebouw	Plafonneur
Afwerking gebouw	Dekker	320
	Tegelzetter	320
	Schilder	320
	Behanger - Stoffeerder	320
	Monteur - plaatser houtelementen	320
	Werkman tegelzetter	320
	Werkman plafonneur	320
	Legger niet-metallische dekking	320
	Werkman gebouwschilderwerk	320
	Werkman - Legger verlaagde plafonds, scheidings en verhoogde vloeren	320
	Werkman gebouwschilderwerk	320
	Bois	Schrijnwerker
Meubelmaker		350
Houthouwer		350
Technicus houtnijverheid		350
Restaurateur - Zetelstofferder		350
Timmerman		350
Schrijnwerker PVC en ALU		350
Technicus houtconstructies		350

SECTOR 4 : HOTELBEDRIJF - VOEDING

Groep hotelbedrijf	
Hotelbedrijf	C.E.
Groep slagerij - spekslagerij	
slagerij - spekslagerij	190
Groep broodbakkerij - banketbakkerij	
Broodbakkerij - banketbakkerij	190
Groep gemeenschapskeuken	
Gemeenschapskeuken	190

SECTOR 5 : KLEDING

Groep kleermakerij	
Kleermakerij (snit - naaien - passen)	190

SECTOR 6 : TOEGEPASTE KUNSTEN

Groep decoratieve kunsten	
Toegepaste kunsten, tekenen, schilderen	190
Toegepaste visuele kunsten (aerografie, serigrafie)	190
Interieurdecoratie	190
Etalage	190
Groep grafische kunsten	
Drukkunst - offset machine	200
Groep audiovisuele kunsten	
Toegepaste kunsten –foto - reclamefotografie	90
Fotolabo	90
Audiovisuele studio, video	90

SECTOR 7 : ECONOMIE

Groep beheer en secretariaat (administratief werk – klassemment reprografie - mecanografie)	90
---	----

SECTOR 8 : DIENSTEN AAN PERSONEN

Groep sociale en familiediensten	
Huishoudkunsten, keukenkunst, gezinsnaaien, tehuis- onderhoud	190
Groep paramedische diensten	
Paramedische diensten	190
Groepen schoonheidsverzorging	
Kapperkunst - visagisme	160
Pedicure – Manicure	90

§ 4. De quotiënten verkregen in de berekeningen worden tot de tweede decimaal afgerond.

Art. 15. De dossiers met betrekking tot de sectoren die niet in de tabel onder artikel 14, § 3, voorkomen, worden onderworpen aan het advies van de Commissie van Deskundigen.

Art. 16. § 1. De totale oppervlakte waar de vakken lichamelijke opvoeding worden ingericht, wordt berekend als volgt :

1° tot 36 lestijden : 485 m²;

2° tot 36 lestijden in een instelling waarin een derde graad of een hogere cyclus wordt georganiseerd : 600 m²

3° van 37 tot 72 lestijden 805 m²;

4° van 73 tot 108 lestijden 1200 m²;

5° van 109 tot 144 lestijden 1600 m².

§ 2. Boven de 1600 m² of 144 lestijden dient het voorafgaand advies van de Commissie van Deskundigen te worden ingewonnen.

Art. 17. . Voor een vestiging voor secundair onderwijs wordt de maximale bruto-oppervlakte van het pedagogische en dienstenpakket bedoeld bij artikel 10 vastgesteld als volgt :

1° van 1 tot 100 leerlingen : 1400 m²;

2° van 101 tot 200 leerlingen : 1400 + 8,5 × (aantal leerlingen min 100);

3° van 201 tot 300 leerlingen : 2250 + 7,5 × (aantal leerlingen min 200);

4° van 301 tot 400 leerlingen : 3000 + 6,5 × (aantal leerlingen min 300);

5° van 401 tot 500 leerlingen : 3650 + 6,0 × (aantal leerlingen min 400);

6° van 501 tot 600 leerlingen : 4250 + 5,5 × (aantal leerlingen min 500);

7° vanaf 601 leerlingen : aantal leerlingen × 8.

HOOFDSTUK III. — *Gespecialiseerd onderwijs*

Art. 18. § 1. De bepalingen van titel II, Hoofdstuk I, zijn tevens van toepassing op het gespecialiseerd basisonderwijs, met dien verstande dat de maximale bruto-oppervlakte, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, naargelang de types onderwijs bepaald bij het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, vermenigvuldigd wordt :

1° met 1,5 voor de types 1 en 8;

2° met 1,8 voor de andere types.

§ 2. Wat betreft de omliggende oppervlakten, voor het gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, worden de oppervlaktenormen bepaald bij artikel 5 aangepast met inachtneming van dezelfde coëfficiënten als deze opgenomen bij § 1.

Art. 19. De bepalingen van hoofdstuk II zijn van toepassing op het gespecialiseerd secundair onderwijs.

Bij de berekening van de maximale bruto-oppervlakte van pakket nr. 3 wordt het bekomen resultaat echter met 1,5 voor de opleidingsvormen I en II en met 2 voor de opleidingsvorm III vermenigvuldigd.

Art. 20. § 1. Nochtans zijn de oppervlakten verkregen met verwijzing naar de normen opgenomen bij artikel 19, een pakket waarin, alle types door elkaar, de inrichtende macht in functie van het onderwijs die hij organiseert, een schikking bepaalt overeenkomstig zijn opvoedingsproject.

§ 2. Wat betreft het geïntegreerd gespecialiseerd onderwijs, kan elke inrichtende macht die dat type onderwijs inricht, buiten de bepaalde normen, bijzondere oppervlakten bepalen voor de inrichting van deze vorm van onderwijs. De voorgenomen oplossingen worden aan de Commissie van Deskundigen voorgelegd.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn van toepassing op het gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs alsook op het secundair gespecialiseerd onderwijs.

HOOFDSTUK IV. — *Hoger onderwijs van het korte type*

Art. 21. Onverminderd artikel 6, in de instellingen en afdelingen van hoger onderwijs van het korte type die behoren tot de economische, sociale en pedagogische categorieën, wordt de maximale bruto-oppervlakte verkregen door het aantal studenten te vermenigvuldigen met 10. Voor deze die tot de andere categorieën behoren, door te vermenigvuldigen met 20. Bovendien zijn de bepalingen van hoofdstuk II toepasselijk op het geval waarin de lessen lichamelijke opvoeding en sport georganiseerd of gesubsidieerd worden.

De dossiers van de instellingen die van de andere categorieën deel uitmaken, worden aan de Commissie van Deskundigen voorgelegd.

HOOFDSTUK V. — *Hoger onderwijs van het lange type*

Art. 22. De maximale bruto-oppervlakte waarover een instelling mag beschikken, wordt bekomen door het aantal studenten te vermenigvuldigen met één van de coëfficiënten, hieronder opgenomen al naargelang de afdeling waartoe zij behoort :

1° categorieën landbouw, toegepaste kunsten, techniek en paramedische afdelingen :

a) bachelors : 20 m²;

b) masters : 30 m²;

2° categorieën economische, sociale, pedagogische afdelingen, vertaler en tolk :

a) bachelors : 10 m²;

b) masters : 10 m².

HOOFDSTUK VI. — *Internaten*

Art. 23. Een forfaitaire bruto-oppervlakte van 32 m² per bed wordt toegekend op basis van het aantal inwonende leerlingen ingeschreven op de datum die bij artikel 3 is voorgescreven.

Ieder nieuwbouwprogramma, ook betreffende een uitbreiding, moet het voorwerp zijn van een met redenen omkleed verslag en dient aan het eensluidend advies van de Commissie van Deskundigen te worden onderworpen, inzonderheid wat betreft de keukeninstallatie, het restaurant, de mogelijke functiehuisvesting, de leef- en vermaaklokalen.

HOOFDSTUK VII. — *Psycho-medisch-sociale centra*

Art. 24. De maximale bruto-oppervlakte voor de vestiging van een P.M.S.-centrum wordt verkregen door het totaal aantal leden van de personeelsgroepen, bepaald overeenkomstig de normen bedoeld bij koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 betreffende de rationalisatie en programmatie en de normen inzake personeelsomkadering van de psycho-medisch-sociale centra en tot vaststelling van de voorwaarden voor toegang tot de Fondsen voor Schoolgebouwen, met het getal 55 te vermenigvuldigen.

TITEL III. — *Financiële normen*

Art. 25. Voor de toepassing van deze titel komt enkel de uitrusting door incorporatie in aanmerking.

Art. 26. Indien de werken onderverdeeld worden in verschillende toewijzingen wordt het totaal bedrag in aanmerking genomen voor de toepassing van de bepalingen van deze titel.

Art. 27. § 1. Het bedrag van de goedgekeurde inschrijving voor nieuwbouw of modernisering van een gebouw met als doel het herstellen of de volledige ombouw van een gebouw wordt als normaal geacht indien het lager is dan of gelijk is aan 1.349,45 euro per vierkante meter bruto-oppervlakte zoals bepaald bij artikel 2.

§ 2. In afwijking van § 1 :

1° wordt het bedrag van de goedgekeurde inschrijving voor de bouw van lokalen voor lichamelijke opvoeding als normaal geacht indien het lager is dan of gelijk is aan 1.253,06 euro per vierkante meter bruto-oppervlakte; hetzelfde geldt voor lokalen voor beroepspraktijk die onder de sectoren 1, 2, en 3 ressorteren opgenomen bij artikel 14, § 3, met inbegrip van alle bijhorende lokalen voor theoretisch onderwijs die deze werkplaatsen zouden kunnen begripen;

2° ingeval de architecturale opbouw niet toelaat gemakkelijk de kosten te dissociëren die eigen zijn aan de werkplaatsen van de sectoren 1, 2 en 3 en de kosten die eigen zijn aan de infrastructuur voor lichamelijke opvoeding, worden de kosten van deze laatste normaal geacht als ze lager zijn dan het product van hun bruto-oppervlakte met 1.253,06 euro per vierkante meter;

3° wordt het bedrag voor de bouw of de volledige ombouw van sanitaire installaties normaal geacht als het lager is dan of gelijk is aan 2.092,45 euro per vierkante meter;

4° wordt het bedrag voor de bouw van een passiefgebouw normaal geacht als het lager is dan of gelijk is aan 1.600,00 euro per vierkante meter. Onder passiefgebouw wordt verstaan de bouwnorm die zich precies uitdrukt in de hoofdzakelijke criteria die volgen :

- a) Verbruik voor de verwarming $\leq 15 \text{ kWh/m}^2$ per jaar;
- b) Verbruik voor de koeling $\leq 15 \text{ kWh/m}^2$ per jaar;
- c) Totaal verbruik inzake primaire energie $\leq 120 \text{ kWh/m}^2$ per jaar;
- d) Luchtdichting van het gebouw $n_{50} \leq 0,6 \text{ h}^{-1}$ (luchtvernieuwing gemeten met een verschil van 50Pa).

§ 3. Alle voorgaande bedragen worden op 1 januari 2012 vastgesteld en zullen maandelijks worden herzien volgens de hierna opgenomen formule, die de mogelijkheid biedt de schommelingen van de lonen en de sociale lasten van de arbeiders en van het indexcijfer voor de prijzen van de materialen te volgen :

$$p = P (0,40 s/S + 0,40 i/I + 0,20)$$

In deze formule :

is p het herziene bedrag,

is P het bedrag vastgesteld op 1 januari 2012,

vertegenwoordigen s en S de officiële lonen van de bouwsector, voor categorie D, respectief van toepassing tien dagen vóór de datum van de indiening van de inschrijvingen of de offertes of van de betrokken datum, en op 1 januari 2012.

vertegenwoordigen i en I het indexcijfer voor materialenprijzen respectief voor de maand van de indiening van de inschrijvingen of de offertes of de betrokken maand, en voor de maand januari 2012.

Art. 28. § 1. De bedragen bedoeld in artikel 27 zijn exclusief de belasting op de toegevoegde waarde, algemene kosten en contractuele prijsherziening.

Onder algemene kosten verstaat men de erelonen der architecten, raadgevend ingenieurs, deskundigen van de studiebureaus en coördinatoren veiligheid gezondheid en EPB-adviseurs.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 27 wordt de kostprijs der werken verminderd met deze veroorzaakt door uitzonderlijke omstandigheden, na eensluidend advies van de Commissie van Deskundigen.

§ 3. De types subsidieerbare werken, in of buiten de normen, alsook de niet-subsidieerbare werken worden in detail opgenomen in de bijlage bij dit besluit.

Art. 29. De kostprijs per vierkante meter van de geschiktmakingswerken betreffende gebouwen, zoals bepaald bij artikel 1, § 3, punt 2, verwezenlijkt in een vestiging gedurende een periode van 5 jaar die aanvangt op de dag waarop dit artikel voor de eerste keer wordt toegepast, mag niet hoger liggen dan 60 % van de waarde van het maximum van de overeenkomstig artikel 27 toepasselijke prijsklasse.

Art. 30. § 1. De betrokken Dienst neemt de beslissing voor de bouw van de speel- en sportpleinen, de openluchtparkeerplaatsen, de oprichting van fietsenbergplaatsen, de aanleg van de omgeving, de toegangswegen en het aanbrengen van beplantingen.

Nochtans mogen de globale kosten voor de nieuwbouw of de modernisatie van een vestiging niet hoger liggen dan 10 % van de kosten van het algemeen pakket werken. In het geval van werken die niet verbonden worden met een bouwprogramma van een vestiging, zal de financiële norm van 10% berekend worden op het product van de in vierkante meter uitgedrukte normatieve bruto-oppervlakte van toepassing op de betrokken vestiging met de van kracht zijnde financiële norm.

§ 2. De kostprijs voor de geschiktmakingswerken met betrekking tot deze buiteninfrastructuren verwezenlijkt in een vestiging, gedurende een periode van 5 jaar die aanvangt op de dag waarop deze bepaling voor de eerste keer wordt toegepast, mag niet hoger liggen dan 60 % van de in § 1 bedoelde norm.

§ 3. De kostprijs voor de bouw of modernisering van een overdekte speelplaats mag niet hoger liggen dan 674,73 euro per m², exclusief btw, algemene kosten en contractuele herzieningen.

Dat bedrag kan herzien worden op basis van de formule bedoeld bij artikel 27.

TITEL IV. — *Regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen*

Art. 31. § 1. Deze titel is toepasselijk op ieder gebouw bestemd voor onderwijsdoeleinden, voor psycho-medisch-sociale centra of internaten, waarvoor de Gemeenschap geheel of gedeeltelijk financieel tegemoet is gekomen.

§ 2. Wordt geacht beschikbaar te zijn, elk gebouw of gebouwencomplex :

1° dat volledig onbezet is, of door de inrichtende macht binnen de termijn van een schooljaar kan worden vrijgemaakt, en

2° waarvan de lokalen aan de voorwaarden beantwoorden inzake gezondmaking en hygiëne overeenkomstig artikel 24, § 2, 6° van de voornoemde wet van 29 mei 1959 of althans mits tussenkomst van de Diensten bevoegd voor schoolgebouwen in de vereiste staat kunnen worden gebracht.

§ 3. Bij de ontvangst van een aanvraag om nieuwbouw of uitbreiding gaat de Dienst na of gepaste gebouwen beschikbaar zijn in de in aanmerking te nemen geografische zone.

§ 4. Indien het gebouw (of de gebouwen) dat (die) beschikbaar wordt (worden) verklaard eigendom is (zijn) van de inrichtende macht waaronder de inrichting (instelling) die de bouwaanvraag heeft ingediend, ressorteert, wordt het ingediende programma geweigerd.

§ 5. Indien de beschikbaar verklaarde gebouwen onder een andere inrichtende macht ressorteren die houder is van een zakelijk recht op dat goed, dat hem ertoe machtigt over dat goed te beschikken, zorgt de Dienst voor het overleg tussen de betrokken inrichtende machten en stelt de bezetting van de beschikbare oppervlakten voor ofwel via een huurcontract, ofwel via een erfpacht, ofwel via aankoop, op basis van de verkoopwaarde vastgesteld door het bevoegde Comité tot aankoop van onroerende goederen, ingesteld door het koninklijk besluit van 3 november 1980 betreffende de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, van de staatsinstellingen en van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft, of door elke andere bevoegde overheid.

Indien het overleg niet tot resultaten leidt als gevolg van de weigering :

1° van de inrichtende macht die de bouwaanvraag heeft ingediend, wordt de aanvraag verworpen;

2° van de inrichtende macht waarvan het gebouw als beschikbaar wordt geacht, kan geen enkele latere aanvraag van werken uitgaande van deze inrichtende macht en betreffende inrichtingen gelegen in hetzelfde arrondissement, onderzocht worden of dan enkel als het Fonds vastgesteld zal hebben dat het gebouw dat beschikbaar wordt geacht, onbezet is of niet in gebruik is.

Art. 32. De geografische zone die in aanmerking genomen dient te worden, wordt bepaald door :

1° de ruimte begrensd tot een afstand van 1 km voor het basisonderwijs en 2 km voor het secundair onderwijs;

2° de ruimte begrensd tot een afstand van 10 km voor het hoger onderwijs en de internaten en van 20 km voor de psycho-medisch-sociale centra.

Onder afstand dient verstaan te worden de kortst mogelijke afstand gemeten over de weg zoals beschreven in artikel 2.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, zonder dat rekening wordt gehouden met omleidingen of eenrichtingsverkeer.

Art. 33. Onverminderd de toepassing van de artikelen 31 en 32, bij ontvangst van een aanvraag om nieuwbouw voor een infrastructuur voor lichamelijke opvoeding waarvan sprake bij artikel 16, § 2, onderzoekt de Dienst of er geen infrastructuur bestaat die volledig of ten dele eigendom is van een lokale overheidsdienst binnen een straal van 2 km.

Indien dit het geval is en indien het beheersorgaan het aanvaardt en in staat is aan de aanvraag een gunstig gevolg te geven mits billijke retributie, wordt de bouwaanvraag verworpen.

Art. 34. Elke inrichtende macht die zich benadeeld acht door een beslissing getroffen krachtens de artikelen 31 of 32, kan tegen deze beslissing een beroep aantekenen bij de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen, wat betreft het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en het gesubsidieerd officieel onderwijs, of bij de beheerraad van de Algemene dienst voor de gesubsidieerde private infrastructuren, wat betreft het vrij onderwijs. Deze nemen een beslissing na eensluitend advies van de Commissie van Deskundigen.

TITEL V. — Slotbepalingen

Art. 35. § 1. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1993 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij de besluiten van 27 januari 1997, 8 november 2001 en 25 augustus 2011, wordt opgeheven.

§ 2. Er wordt een overgangsmaatregel ingesteld voor de dossiers die het voorwerp uitmaakten van een vaststaande belofte in het kader van het Gesubsidieerd Officieel Onderwijs of een akkoord over het bedrag van de tegemoetkoming voor het Gesubsidieerd Vrij Onderwijs : deze worden niet betrokken bij dit besluit en blijven aan het opgeheven besluit onderhevig.

Art. 36. De minister die bevoegd is voor de schoolgebouwen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 februari 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Vicepresident, Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET